HIGHLIGHTS

BLI BANQUE DE LUXEMBOURG INVESTMENTS

Le va-et-vient de la politique tarifaire de Donald Trump maintient un climat d'incertitude généralisé réduisant la visibilité pour tous les acteurs économiques. Néanmoins, malgré les innombrables volte-faces de l'administration américaine, la conjoncture mondiale semble résister, les signes de ralentissement demeurant contenus jusqu'à présent. Aux Etats-Unis, la légère décélération des dépenses des ménages en avril s'explique par les achats antérieurs effectués au préalable de l'introduction des droits de douane. La production industrielle semble même réaccélérer depuis la désescalade des tensions commerciales avec la Chine, les entreprises s'empressant de constituer des stocks avant la fin éventuelle de la trêve tarifaire le 8 juillet. En zone euro, l'activité économique poursuit son rythme de croissance molle mais positive, le secteur manufacturier se révélant plus robuste depuis le début d'année que les activités de services. En Chine la consommation domestique et la production industrielle bénéficient des mesures de stimulation publiques alors que les exportations rebondissent depuis la réduction des droits de douane américains. Au Japon, le PIB du premier trimestre a reculé de 0,2% par rapport quatrième trimestre 2024, en raison d'une demande externe en baisse et d'une activité domestique stagnante.

La politique tarifaire américaine n'a pas encore mené à une détérioration des indicateurs de prix aux Etats-Unis. Ainsi, le taux d'inflation global a reculé de 2,4% en mars à 2,3% en avril alors que l'inflation hors énergie et alimentation est restée inchangée à 2,8%. Le déflateur des dépenses de consommation hors énergie et alimentation, qui constitue l'indicateur de prix favori de la Réserve fédérale, a baissé de 2,7% à 2,5%. En zone euro, le taux d'inflation global a de nouveau atteint le niveau cible de la Banque centrale européenne, reculant de 2,2% en avril à 1,9% en mai. Hors énergie et alimentation, l'inflation est passée de 2,7% à 2,3%.

Conformément aux attentes, la Réserve fédérale américaine n'a pas modifié sa politique monétaire lors de sa réunion de mai. Le Président Jerome Powell a réitéré la position attentiste des autorités monétaires en vue d'observer lequel de ses 2 objectifs, le plein emploi ou l'inflation de 2%, s'avérera plus à risque suite à la politique tarifaire de la nouvelle administration. En zone euro, la prochaine réunion du conseil des gouverneurs aura lieu le 5 juin. Une réduction additionnelle du taux de dépôt de la Banque centrale européenne de 25 points de base à 2% paraît hautement probable.

La nervosité autour des taux longs américains reste élevée, les investisseurs continuant à douter de la capacité des obligations d'État américaines à maintenir le rôle de valeur refuge ultime après le changement de politique commerciale de l'administration Trump et l'absence d'amélioration du déficit budgétaire. En mai, le rendement du bon du trésor US à 10 ans est remonté de 4,16% à 4,40%, alors que celui à 30 ans a même atteint la barre des 5%, revenant ainsi aux niveaux plus élevés précédant la grande crise financière de 2008. En zone euro, les rendements obligataires ont par contre peu bougé. Ainsi, le taux de référence à 10 ans est

passé de 2,44% à 2,50% en Allemagne, de 3,17% à 3,16% en France, de 3,56% à 3,48% en Italie et de 3,11% à 3,09% en Espagne. Depuis le début de l'année, l'indice 'JP Morgan EMU Government Bond Index' a progressé de 0,8%.

Les marchés boursiers ont fortement rebondi en mai, la plupart des indices boursiers retrouvant des niveaux supérieurs à ceux en place avant le « Liberation Day » du 2 avril. Le rebond au cours du mois a été principalement déclenché par la réduction des droits de douane américains sur les importations chinoises de 145 % à 30 %, mettant fin à une situation qui correspondait de facto à un embargo sur les produits chinois. D'une manière générale, la stratégie de Donald Trump consistant à annoncer des droits de douane pour les suspendre quelques jours plus tard rassure les investisseurs quant au maintien de ce que l'on appelle le « Trump put » sur les marchés financiers. Ainsi, l'indice MSCI All Country World Net Total Return, exprimé en euros, a gagné 5,9 % sur le mois. Au niveau régional, le S&P 500 aux États-Unis a progressé de 6,2 % (en USD), le Stoxx 600 Europe de 4,0 % (en EUR), le Topix au Japon de 5,0 % (en JPY) et l'indice MSCI Emerging Markets de 4,0 % (en USD). Au niveau sectoriel, la technologie, les services de communication et l'industrie ont affiché les meilleures performances, tandis que la consommation de base, l'immobilier et la santé ont enregistré les évolutions les moins favorables.

En mai, l'euro est resté inchangé face au dollar à 1,13, consolidant les gains engrangés au cours des deux mois antérieurs. Les prix des métaux précieux ont également peu évolué après leur forte montée en début d'année, le cours de l'once d'or restant inchangé à 3289 USD et celui de l'once d'argent s'appréciant de 1,1%, de 32,6 USD à 33,0 USD.

HIGHLIGHTS

BLI BANQUE DE LUXEMBOURG INVESTMENTS

Ce document a été rédigé par BLI - Banque de Luxembourg Investments ("BLI"), avec la plus grande attention et le plus grand soin. Les visions et opinions formulées dans cette publication sont celles de leurs auteurs et ne doivent en aucun cas lier BLI. Les informations économiques et financières incluses dans cette publication sont communiquées à des fins d'information uniquement sur la base des informations connues à la date de publication. Ces informations ne constituent pas un conseil d'investissement, une recommandation ou incitation à investir, ni ne doivent être interprétées comme des conseils légaux ou fiscaux. Chaque information doit être utilisée avec la plus grande précaution. BLI ne donne aucune garantie quant à l'exactitude, la fiabilité, la récence ou l'exhaustivité de ces informations. La responsabilité de BLI ne pourra pas être invoquée du fait de la fourniture de ces informations ou en tant que résultante d'une décision prise par une personne, que celle-ci soit cliente de BLI ou non, basée sur ces informations, cette personne restant seule responsable de ses propres décisions.
Les personnes intéressées doivent s'assurer qu'elles comprennent les risques inhérents à leurs décisions d'investissement et doivent s'abstenir d'investir tant qu'elles n'ont pas soigneusement évalué, en collaboration avec leurs propres conseillers professionnels, l'adéquation de leurs investissements à leur situation financière spécifique, en particulier concernant les aspects légaux, fiscaux et comptables.
Il est également rappelé que les performances passées d'un instrument financier ne préjugent en rien des performances futures.